

CAHIERS
STRATÉGIE
Internationale

NUMÉRO
SPÉCIAL
+ DVD

Revue de théorie et politique marxiste révolutionnaire



ZANON

UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE FACE AUX LICENCIEMENTS



**ZANON ES DEL PUEBLO
APOYE A LOS OBREROS**

SOMMAIRE

- **Préface** : A Zanon, après l'expropriation de l'usine, la lutte continue 4
- **Chronologie** : 1979-2010, 30 ans de luttes et de combats à Zanon 6
- Le jour où Zanon a été expropriée : une journée inoubliable, *Titín Moreira*10
- « Pour nous c'est extrêmement encourageant de voir ce qu'ont fait les camarades de Continental, de toutes ces usines où quand on a voulu les licencier, les ouvriers ont séquestré les patrons. »
Interview de Raúl Godoy, avril 2009 13
- Le rôle du PTS au cours du processus à Zanon, *Titín Moreira* 17
- Démocratie ouvrière et lutte de classe : l'exemple de Zanon.
Interview de Raúl Godoy, août 2005 20
- **Extraits des nouveaux statuts réformés** du Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de la Province de Neuquén (SOECN), affilié à la Fédération des Ouvriers et Employés Céramistes de la République Argentine (FOECRA), membre de la Confédération Générale du Travail (CGT).26
- **DVD : Zanon, école de planification ouvrière.**
Contraimagen, 2002, 39'20, VOSTF (Adaptation Pico y Pala 2009).

Stratégie Internationale est une revue publiée par les militant(e)s en France de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FTQI). La FT-QI est constituée par Classe contre Classe (CcC, Chili), Classe contre Classe (CcC, Etat espagnol), la Ligue Stratégie Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LER-QI, Brésil), la Ligue Ouvrière Révolutionnaire-Quatrième Internationaliste (LOR-CI, Bolivie), la Ligue de la Révolution Socialiste (LRS, Costa Rica), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS, Venezuela), la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme-A Contre Courant (LTS-CC, Mexique), le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS, Argentine).

PREFACE

A ZANON, APRÈS L'EXPROPRIATION DE L'USINE, LA LUTTE CONTINUE...

Zanon ou encore Fasinpat, l'usine sans patron de Neuquén, en Patagonie argentine, continue à lutter avec opiniâtreté depuis près de dix ans bientôt. Un combat classe contre classe, contre patrons, gouvernements et bureaucratie syndicale qui a fait le tour du monde, le tour des films même, avec des documentaires de toutes sortes, des plus confidentiels aux plus connus, à l'image de *The Take*, de Naomi Klein, icône du mouvement altermondialiste.

La lutte de Zanon a connu un tournant en août de l'année dernière. L'usine et les machines ont été expropriées par le gouvernement provincial et la coopérative de production Fasinpat qui avait jusqu'à présent en charge l'usine de manière transitoire est désormais propriétaire de l'usine.

Cette situation, qui n'est encore tout à fait acquise comme le montrent dernièrement les grèves et les manifestations orchestrées par les travailleurs de l'usine afin que la loi votée le 12 août dernier soit réellement traduite en texte de loi, complique encore un peu les choses tout en symbolisant le rapport de force qu'ont réussi à créer les ouvriers de Zanon avec le pouvoir bourgeois.

D'un point de vue légal, alors que les ouvriers de Zanon, aux côtés des chômeurs organisés, les piqueteros, les travailleurs combatifs de la région, les jeunes et les étudiants, ont résisté à de multiples tentatives d'expulsion, la loi votée laisse désormais un certain répit aux travailleurs. Ces derniers n'entendent pas néanmoins baisser la garde et savent que la bourgeoisie s'apprête à leur tendre tous les pièges du monde pour tenter de faire capoter leur expérience, en les asphyxiant économiquement et en leur coupant les réseaux d'approvisionnement en matière première notamment, en raison de « la crise ». Les travailleurs de Zanon ont d'ailleurs été parmi les premiers à dire haut et fort qu'ils n'entendaient pas payer la facture de la crise capitaliste et de ses répercussions en Argentine. C'est pour cela qu'ils ont continué à lutter pour la coordination des secteurs combatifs et lutte de classe du mouvement ouvrier et de la jeunesse en Argentine au cours des dernières années, en défendant dernièrement la perspective de constitution d'un instrument politico-syndical des travailleurs, indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie, tant du gouvernement de centre-gauche des Kirchner et ses alliés que de l'opposition de droite.

D'autre part les travailleurs sont également conscients que la loi d'expropriation d'août ne répond pas à leur revendication historique. Les Zanon se sont distingués de la grande majorité des « entreprises récupérées » argentines à la suite de la crise de 2001 en s'opposant à la solution « coopérativiste » ou « autogestionnaire » plus ou moins intégrée au système. Ils ont effectivement toujours défendu le mot d'ordre



d'expropriation sans indemnisations de leur usine et sa nationalisation sous contrôle des travailleurs et au service des couches populaires. De ce point de vue, l'expropriation votée au mois d'août n'est en aucun cas une victoire complète pour les ouvriers céramistes.

Il n'en reste pas moins que leur lutte a laissé, laissera et continue à laisser des traces fortes au sein de l'avant-garde de classe argentine et au-delà. C'est avec tout un héritage que les Zanon ont renoué au cours de ces dernières années, celui de la démocratie ouvrière, de la combativité, de l'auto-organisation, antibureaucratique, anti-patronale et anticapitaliste. C'est notamment leur syndicat, le SOECN, dont les statuts ont été réécrits en 2005, qui leur a permis de mener ce combat et de le propager en direction des autres secteurs ouvriers combatifs. C'est aussi leur pratique quotidienne, sur Zanon mais également dans les autres usines de la branche céramiste de la province de Neuquén, qui a permis d'ancrer dans la conscience ouvrière ce souci constant d'une démarche fondée sur l'indépendance de classe et la démocratie par en bas.

Nous présentons dans ce numéro spécial de Stratégie Internationale une série de textes et d'interviews qui illustrent les différentes étapes de la lutte de Zanon jusqu'à aujourd'hui ainsi que le combat politique qu'a livré le Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) tout au long de ce processus. Nous publions également avec ces textes un des premiers court-métrage réalisé en 2002 par le groupe de vidéastes Contraimagen, un collectif d'artistes engagés aux côtés des luttes ouvrières et populaires, en Argentine comme ailleurs, de la mémoire ouvrière et de l'histoire de notre classe.

A un moment où la crise capitaliste semble redoubler d'impact en Europe et où la Grèce semble préannoncer ce à quoi nous devons nous préparer, les leçons que l'on peut tirer du combat de Zanon sont extrêmement précieuses. Certains camarades de l'usine se rappellent encore comment en 2001, alors que les ouvriers occupaient le parvis de l'usine à la suite de l'annonce du plan de licenciements et que le chômage touchait près du tiers de la population active en Argentine, Raúl Godoy, un des principaux dirigeants du SOECN, faisait le tour des petits groupes d'ouvriers qui montaient la garde devant les grilles en leur montrant une vieille brochure photocopiée. Il s'agissait d'un témoignage sur l'expérience de Lip en 1973, à Besançon. « C'est loin, tout ça, disaient les ouvriers ». « Et puis ça s'est passé en France, ici on est en Patagonie », répondaient d'autres travailleurs qui quelques mois plus tard allaient non seulement occuper leur usine mais également la remettre en marche. L'expérience se poursuit encore aujourd'hui, avec 470 travailleurs, près de la moitié embauché à salaire égal après le début de l'occupation parmi les mouvements chômeurs et les communautés Mapuches notamment, montrant la puissance de la classe ouvrière si elle venait à se approprier l'instrument de production en expropriant les expropriateurs, non pas seulement à l'échelle d'une petite usine, mais de la société entière.

Si Lip et Besançon semblent aujourd'hui si proches aux travailleurs de Zanon le message qu'ils nous envoient a une portée qui va bien au-delà des frontières de la Patagonie argentine : « zéro licenciement, usine qui ferme, usine qu'il faut occuper et faire marcher sous contrôle ouvrier ! ». Voilà le slogan des ouvriers de Zanon après 2001. Il s'agit-là d'un slogan d'une brûlante actualité en France actuellement. Les ouvriers et ouvrières de Philips Dreux en ont fait l'expérience quelques jours en janvier 2010, avec l'impact que l'on sait. Quelle ne serait pas la portée d'une telle revendication si les travailleurs et les travailleuses licenciés commençaient à la porter collectivement... Après l'expropriation de Zanon, la lutte continue donc. En Patagonie argentine comme ici.

Bonne lecture et bon visionnage,

Le comité de rédaction de Stratégie Internationale

CHRONOLOGIE

1979-2010 : 30 ANS DE LUTTES ET DE COMBATS À ZANON



1979 Inauguration de Cerámica Zanon S.A. par les autorités militaires argentines. Cerámica Zanon, entreprise industrielle de capital privé, propriété de l'homme d'affaires italo-argentin Luigi Zanon, est une des principales usines de la Zone Industrielle (Parco Industrial) de Neuquén.

1983 Après la fin de la dictature militaire argentine, naissance du Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de Neuquén (SOECN), affilié à la Fédération des Ouvriers Céramistes de la République Argentine (FOCRA), dépendant à son tour de la CGT.

1993 Le président ultralibéral Carlos Menem, ami de la famille Zanon, participe à l'inauguration des lignes de production de porcellanato permettant la production d'un revêtement céramique de haute qualité. Zanon est à cette époque l'usine de porcellanato la plus importante et moderne d'Amérique du Sud. C'est encore aujourd'hui la seule usine produisant du porcellanato en Argentine.

1996 En octobre, première grève à l'usine en défense d'un ouvrier licencié. Silvio Centurión sera finalement réintégré à son poste par la direction.

1998 La Liste Marron, opposition syndicale animée par Raul Godoy et d'autres travailleurs combattifs et antibureaucratiques, remporte les élections de la Commission Interne (syndicat d'entreprise) de Zanon. Elle gagne contre la liste bureaucratique des frères Montés qui jusqu'alors dominaient la CI et continuent à contrôler le SOECN auquel sont affiliés quatre usines céramistes de la province.

2000 La direction de Zanon présente un premier « plan préventif de crise ».

En juin, Daniel Ferrás, jeune ouvrier de 22 ans, meurt à la suite d'un accident survenu sur une des lignes de production de l'usine, en raison de l'incurie patronale par rapport aux normes de sécurité. S'ensuit une grève de 9 jours qui permet l'obtention d'une ambulance 24h sur 24 dans l'usine ainsi que la mise en place de mesures d'hygiène et sécurité garanties par une Commission Ouvrière de contrôle.

Les frères Montes organisent en octobre une assemblée à Cutral-Có, ville distante d'une centaine de kilomètres de Neuquén, un jour de semaine, afin d'organiser la Junte électoral d'organisation des élections de la nouvelle direction (ou Commission Directive) du SOECN au niveau régional. L'idée est de constituer une Junte ad hoc afin de truquer les élections, ce qui permettrait aux frères Montes de garder la mainmise sur le syndicat. En dépit des menaces de licenciement, les ouvriers de Zanon débraient en bloc et se rendent à l'AG. Le processus de reconquête du SOECN prend corps. En décembre les ouvriers des quatre usines de l'industrie céramique de la région dont Zanon est la plus importante dans la province votent massivement pour la liste oppositionnelle, ou Liste Marron, conduite par Godoy, aux élections syndicales régionales. C'est ainsi que le SOECN, 21^e section de la FOCRA, est repris des mains de la bureaucratie syndicale pro-patronale par les travailleurs.

2001 Entre avril et mai les travailleurs de Zanon sont mis en chômage technique en raison du « manque de matières premières ». S'ensuit une grève de 34 jours des travailleurs qui manifestent et bloquent le pont qui sépare les provinces de Río Negro et Neuquén. La direction fait marche arrière, paie les jours de grève et les arriérés de salaire. Une nouvelle CI est élue, toujours dirigée par la liste Marron.

En août les ouvriers céramistes appellent à une Rencontre pour la Coordination Ouvrière. La Rencontre a lieu à l'Université du Comahue, à Neuquén. Y participent les piqueteros, les travailleurs au chômage organisés du MTD Neuquén, des courants syndicaux oppositionnels du secteur enseignant de Neuquén et Río Negro mais également des délégués syndicaux combattifs de tout le pays. Début septembre la direction annonce la mise au chômage technique d'une bonne partie des ouvriers et organise un lock-out. Les travailleurs se mettent en grève et imposent le paiement des arriérés et des jours de grève.

En octobre la justice reconnaît que la manœuvre patronale est bien un lock-out offensif. Les travailleurs organisent la garde ouvrière de l'usine et contrôlent 40% du stock afin de garantir leurs salaires. La direction répond par le licenciement des 380 ouvriers céramistes. Ces derniers brûlent collectivement les télégrammes de licenciement et organisent une grande manifestation en direction du siège du Gouvernement provincial qui se termine par l'arrestation de 6 travailleurs.

Début décembre les travailleurs céramistes participent à la grève générale appelée par la CTA, la seconde centrale syndicale argentine après la CGT, contre les mesures d'austérité du gouvernement De La Rúa. Le gouvernement provincial de Sobisch réprime à nouveau.

A la suite des journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre le gouvernement De La Rúa est renversé. Son successeur, Rodríguez Saá, fera long feu. Les travailleurs de Zanon, qui continuent à occuper l'usine, participent aux manifestations qui ont également lieu à Neuquén alors que la crise économique profonde dans laquelle se trouvait déjà plongé le pays se poursuit.

2002 En mars les ouvriers de Zanon rouvrent le gaz et rallument quatre fours. L'instrument de produc-

tion est donc remis en marche par les travailleurs eux-mêmes. Un mois après, les 20.000 premiers m² de revêtement céramique sortent des lignes de production.

Parallèlement, les ouvriers de Zanon mettent en place la Coordination de l'Alto Valle dont font bien entendu partie le SOECN, le MTD Neuquén mais aussi les autres organisations piqueteras de la région, les enseignants d'ATEN de Centenario, la banlieue de Neuquén, les travailleurs du secteur public, de la santé et de la construction. Les organisations étudiantes et les partis d'extrême gauche participent également à ce processus. La Coordination acquiert un poids réel au niveau régional, réunit les organisations combattives et représente une alternative face à la bureaucratie syndicale.

Le 13 avril se tient à Buenos Aires, dans les locaux de l'usine textile Brukman, la Première Rencontre Nationale des Entreprises Récupérées. Le premier numéro de Nuestra Lucha [Notre Lutte], le journal ouvrier impulsé par les travailleurs de Zanon, Brukman, d'autres usines occupées et des syndicats et délégués combattifs sort. Il sera par la suite distribué dans les kiosques. 10 nouveaux postes de travail sont créés à Zanon.

Plus de mille personnes assistent par la suite à la Rencontre Régionale de la Coordination de l'Alto Valle. La Deuxième Rencontre Nationale des Usines Récupérées se tient début septembre à Brukman.

2003 30 postes de travail sont créés. L'usine produit désormais 120.000 m² de revêtement céramique et de carrelage par mois.

En février les travailleurs de Zanon participent aux côtés des étudiants et des secteurs militants de Neuquén aux manifestations contre l'agression impérialiste en Irak. Cela avait déjà été le cas en 2001 au cours des préparatifs de la guerre contre l'Afghanistan.

En mars se tient la Troisième Rencontre Nationale des Entreprises Récupérées dans les locaux du Supermarché Tigre de Rosario.

Le 8 avril a lieu la cinquième tentative d'expulsion des travailleurs de Zanon par les forces de répression. Les travailleurs et la population de Neuquén se mobilisent massivement et la CTA appelle à une grève provinciale. Des milliers de travailleurs se retrouvent devant l'usine, défendue également par

les chômeurs organisés. L'opération policière se solde par un échec.

Les travailleurs présentent à l'Assemblée législative provinciale un projet de Loi d'Expropriation Sous Contrôle et Gestion Ouvrière, accompagnée d'une pétition de 50.000 signatures (la province de Neuquén compte un peu plus de 470.000 habitants).

En novembre les forces de répression provinciales interviennent aux abords du Stade Ruca Che. Pepe Alveal, travailleur de Zanon, embauché en tant que jeune militant piquetero du MTD est la cible des tirs en balles en caoutchouc de la police. Il perd un œil.

2004 Naissance en février de la coopérative FASINPAT (acronyme espagnol d'Usine sans patrons). Les ouvriers ont toujours revendiqué la nationalisation de l'usine sous contrôle ouvrier. En fonction du rapport de force au niveau provincial et national, les travailleurs acceptent néanmoins de sortir de l'illégalité de fait qui caractérisait la situation de l'usine occupée jusqu'alors et de constituer de manière transitoire une coopérative de production sous gestion ouvrière directe tout en continuant à revendiquer l'expropriation pure et simple de Zanon.

Au cours de cette période Fasinpat construit un dispensaire dans le quartier de Nueva España. Les travailleurs ont toujours conçu l'usine comme un instrument au service des luttes et des besoins de la population laborieuse. C'est en ce sens qu'ils ont contribué à la rénovation d'écoles, de l'Hôpital Castro Rendón de Neuquén, qu'ils ont signé une convention d'exploitation des carrières de terre sur les territoires historiques des Mapuches, contribuant à montrer qu'en expropriant le patronat la gestion ouvrière de l'économie à grande échelle ne serait pas seulement plus efficace que la gestion bourgeoise traditionnelle mais que les travailleurs ont entre leurs mains la clé des problèmes de logement, d'emploi et d'oppression auxquels font face les classes subalternes.

En novembre les ouvriers de Zanon installent une tente devant le Congrès National à Buenos Aires et reçoivent le soutien de nombreuses personnalités du spectacle et du monde intellectuel lorsqu'ils présentent à nouveau le projet de Loi d'Expropriation. L'année se clôt à Neuquén avec un grand

concert dans le cadre duquel se produisent les grands noms de la musique argentine : León Gieco, Raly Barrionuevo et Ataque 77.

2005 Année de grandes tensions, le patronat revient à la charge de manière extrêmement dure. Plusieurs dirigeants céramistes ainsi que des membres de leur famille sont menacés de mort. La femme d'un des ouvriers est même agressée. La CTA répond par une grève provinciale, les céramistes se mobilisent massivement et le Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel en personne se rend à Zanon pour exprimer son soutien à la lutte des travailleurs.

Le 2 avril est organisé la Rencontre Ouvrière Nationale qui appelle à la coordination nationale des organisations ouvrières combattives à un moment où les conflits ouvriers commencent à refaire la une des journaux après des années de reflux général en raison du poids de la crise et de la terreur du chômage de masse.

En juillet une AG extraordinaire du SOECN approuve les nouveaux statuts du syndicat. L'idée est de pérenniser dans les textes le caractère lutte de classe, démocratique et combatif du syndicat, de manière à ce qu'il puisse servir d'exemple au niveau national et même au-delà.

La justice prononce la faillite définitive de Zanon en août et autorise la Coopérative Fasinpat à administrer l'usine pendant un an à partir d'octobre.

2006 La Convention Constituante de la Province de Neuquén promet aux ouvriers qu'elle reçoit de discuter de la Loi d'Expropriation de Zanon au cours de la législature qui est sur le point de s'ouvrir. Les députés ne respectent bien évidemment pas leur promesse.

Au mois de mai, les travailleurs de Zanon présentent à nouveau la Loi d'Expropriation devant l'Assemblée législative provinciale, appuyés par une manifestation massive de la population qui a à nouveau signé la pétition de soutien à Zanon (20.000 signatures).

Plusieurs groupes de rock jouent à l'usine cette année-là, notamment Rata Blanca et Ataque 77. Le slogan des travailleurs devient « Des concerts sans flics dans une usine sans patrons ».

En octobre l'administration ouvrière de l'usine par Fasinpat est prorogée.

2007 Les céramistes accompagnent la lutte des enseignants de la région, notamment à la suite de la mort par balle de Carlos Fuentealaba. Ils participent à la manifestation massive organisée à Neuquén exigeant la démission du gouverneur Sobisch.

A partir de septembre 2006, lors de la « disparition » de Julio López, ouvrier à la retraite, témoin lors des procès contre les responsables de la dictature militaire argentine de 1976-1983, les travailleurs du SOECN font grève et participent à toutes les manifestations exigeant sa réapparition. Zanon produit près de 400.000 m² de revêtement céramique et de carrelage. 470 ouvriers et ouvrières y travaillent. En septembre les travailleurs produisent les premières palettes de carrelage destinées à l'exportation.

2008 Les manifestations pour l'expropriation se poursuivent. Dans le cadre de la XXIII Rencontre Nationale des Femmes qui se tient cette année-là à Neuquén, un rassemblement massif dans l'usine et devant les grilles témoigne de l'énorme soutien populaire dont jouissent les travailleurs de Zanon. En octobre l'administration ouvrière de l'usine prend légalement fin. Les travailleurs continuent bien évidemment à occuper et à produire. A cette occasion La Renga, un des principaux groupes de rock argentin, joue devant 15.000 jeunes dans l'usine.

2009 Les ouvriers réouvrent l'ancienne usine Cerámica del Sur sous gestion ouvrière, aujourd'hui plus connue sous le nom de Cooperativa Conocer. C'est la seule usine de briques de Neuquén, une ville où les logements populaires font pourtant cruellement défaut comme en témoigne sa vaste banlieue faite de maisons en tôle et d'habitat précaire.

En mars le projet de loi d'Expropriation est à nouveau présenté à l'Assemblée législative provinciale qui finit par l'adopter le 12 août.

En juin, les travailleurs du SOECN sont à la tête au niveau national et provincial du mouvement d'opposition au coup d'Etat au Honduras et de soutien à la résistance.

En octobre, sur la lancée de la grève contre les licenciements dans le géant de l'alimentation Kraft Foods Argentina, les travailleurs de Zanon sont à l'initiative d'une Rencontre Nationale afin de débattre de la nécessité de lancer un grand courant politico-syndical national représentant les intérêts des travailleurs. Plus de 400 travailleurs se réunissent dans la salle de conférence de l'Hôtel autogéré Bauen, dans le centre de Buenos Aires, à cette occasion.

2010 Les travailleurs de Zanon continuent à lutter pour la publication définitive de la loi d'expropriation pourtant votée au mois d'août. Ils soutiennent parallèlement la grève entamée par leurs collègues de Cerámica Stefani de Cutral Có ainsi que la lutte des enseignants de la province de Neuquén. Le 12 mai, ils étaient à nouveau en manif aux côtés des travailleurs de l'éducation, entamant leur onzième semaine de grève, pour une augmentation de 35%. C'est tous ensemble que céramistes des cinq usines de la province, enseignants, lycéens et étudiants coupaient dans l'après-midi la voie express de la Zone Industrielle de Neuquén, devant Zanon, à la suite de la fin de non-recevoir du gouvernement provincial par rapport à l'ensemble des revendications unifiées des différents secteurs mobilisés présentées par les céramistes. La lutte continue...



[LE JOUR OÙ ZANON A ÉTÉ EXPROPRIÉE : UNE JOURNÉE INOUBLIABLE]

Titín Moreira¹



« Après huit années de lutte, on ne veut plus être menés en bateau, on veut l'expropriation ». Voilà ce que chantaient les ouvriers céramistes de Zanon dans les rues de Neuquén le 12 août, accompagnés par un cortège nourri de travailleurs du secteur public, d'enseignants, de travailleurs de la santé, d'organisations sociales et de partis d'extrême gauche, en marchant sur l'Assemblée législative provinciale de Neuquén où les députés s'apprêtaient à discuter de la loi sur l'expropriation de l'usine.

Le vent froid de la Patagonie soufflait fort, rendant insupportable l'attente devant l'Assemblée. Les céramistes, ceux-là mêmes qui huit années auparavant s'étaient lancés dans la lutte, avaient occupé l'usine, fait repartir la production et fait en sorte que leur épopée reste imprimée à jamais sur les meilleures pages de l'histoire ouvrière d'Argentine chantaient à tue-tête « ¡Aquí están, éstos son, los obreros de Zanon!² ».

La polémique faisait rage à Neuquén les jours précédents. Si le gouverneur de la province s'était fi-

nalement décidé pour l'expropriation on entendait au sein de son propre parti, le MPN, mais également au sein de l'opposition de droite et y compris au sein de la CGT des cris d'orfraies contre ce projet de loi qui allait céder l'usine aux « gauchistes » et aux « délinquants ». Des calomnies pour discréditer la lutte exemplaire des céramistes donc. La bureaucratie syndicale cégétiste et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la province avaient même tenté d'intervenir pour éviter que l'expropriation soit votée. Ils ont échoué...

Manifestation vers l'Assemblée législative provinciale

Une grande colonne précédée d'une banderole sur laquelle était inscrit « Carlos Fuentealba est avec nous³ » était le symbole de cette mobilisation. On voyait-là un front uni de tous ceux et de toutes celles qui avaient soutenu la lutte des céramistes pour l'expropriation et qui combattent aussi pour que soient punis les responsables de l'assassinat de Carlos à Arroyito en 2007. Tous se souviennent

1 Tiré de T. Moreira, « Zanon expropiada : una jornada inolvidable », in La Verdad Obrera n°338, 13/09/09.

2 « Les voici, ceux sont eux, les ouvriers de Zanon ! »

3 Carlos Fuentealba est un enseignant de la province qui a été tué par balle par la police au cours de la grève de l'Éducation de 2007.

que Carlos a été l'un de ces enseignants qui par centaines s'étaient rendus devant l'usine le 8 avril 2003, lors d'une des plus importantes opérations de police contre les travailleurs de Zanon pour tenter de mettre fin à l'occupation. En remontant par l'Avenida Argentina, les ouvriers céramistes continuaient à faire entendre leur voix, promettant de ne pas baisser la garde et de continuer à lutter, même si la loi d'expropriation promise était votée.

Pendant ce temps-là avait lieu la session parlementaire, longue et ennuyeuse. Une délégation de cinquante camarades avait pu entrer dans l'hémicycle : une importante délégation de céramistes constituant la vieille garde de Zanon accompagnée des Mères de la Place de Mai de Neuquén, des délégués de la CTA, de travailleurs de l'INDEC [l'INSEE argentin], du métro de Buenos Aires, des chantiers navals Río Santiago de La Plata, des ouvrières textiles de Brukman.

Parallèlement, à l'extérieur, se tenait un meeting au cours duquel prenaient la parole les représentants de toutes les organisations politiques solidaires. Un des moments les plus émouvants a été lorsque les femmes sont montées à la tribune, celles qui neuf années auparavant avaient organisé la première Commission des femmes de Zanon. La mère d'Alejandro López, secrétaire général du SOECN, a raconté avec fierté, en montrant le premier bleu de travail « de lutte » de son fils⁴, comment elle avait commencé à soutenir les ouvriers de Zanon. Le souvenir de Daniel Ferrás, ce jeune ouvrier de l'usine décédé en juin 2000 à la suite d'un accident de travail du fait de l'incurie patronale et qui avait unifié la lutte des céramistes, était également à l'esprit de tous, tout comme le souvenir de « Boquita », Jorge Esperanza, membre de la direction du SOECN, récemment décédé. L'émotion était palpable.

A minuit, à l'issue de cette longue journée de mobilisation, dans la nuit froide que les feux de palettes ne réussissaient pas à réchauffer, l'expro-

priation était finalement votée. Place à la joie. « Enfin ! » criait-on, « Et dire que certains pensaient qu'on n'aurait jamais réussi ! ». On chantait, on sautait de joie, on s'embrassait et quelques larmes coulaient même sur les joues tannées des céramistes. Les plus anciens se souvenaient de la fin de la longue grève de 2001, celle qui avait duré trente-quatre jours, de la célébration de cette victoire-là après tant de tension accumulée. Ce n'était pas faux. Cette grande victoire avait ouvert le chemin de ce qui, quelques mois plus tard, allait être l'occupation de l'usine puis la relance de la production de l'entreprise de carrelage et de revêtement céramique la plus importante du pays.

Lolín, une des Mères de la Place de Mai de Neuquén, est alors montée à la tribune et avec ses mots d'encouragement, comme tant de fois par le passé, elle a apporté de la chaleur dans cette nuit glaciale. Personne ne s'en allait, en dépit de l'heure tardive. C'est alors que les travailleurs ont entonné « la classe ouvrière n'a pas de patrie ! ». Ce fut au tour de Claudinor Brandão, dirigeant du syndicat du personnel technique et ouvrier de l'Université de Sao Paulo, le SINTUSP, qui en a profité pour revendiquer l'exemple de Zanon et de l'expropriation pour les dizaines de milliers de personnes qui sont jetées à la rue au Brésil du fait des licenciements. Les dirigeants de Zanon ont par la suite pris la parole, les plus médiatisés comme les moins connus, tous ceux qui ont pour tâche maintenir en fonctionnement une entreprise qui est la source du revenu de 470 familles à Neuquén alors que la crise capitaliste fait rage. Pour confirmer l'unité ouvrière, les futurs dirigeants du syndicat qui se présenteront aux élections dans deux semaines pour défendre les couleurs de la liste combative, lutte de classe et antibureaucratique, la liste Marron, sont montés à la tribune, aux côtés des anciens.



4 Il s'agit des chemises de travail beiges sur lesquelles sont imprimées au dos le nouveau symbole du SOECN, une poignée de main par-dessus une route traversant une zone industrielle représentant l'unité entre travailleurs et travailleurs au chômage.

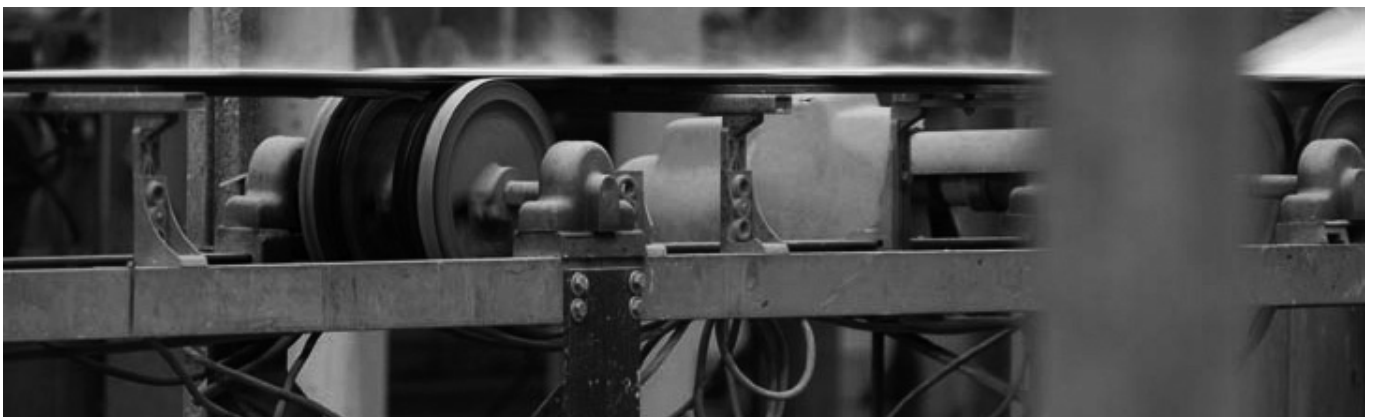
Tous les orateurs ont remercié pour leur soutien les personnes présentes, non seulement le 12 août mais au cours des dix dernières années, depuis la victoire de la Commission Interne. Les travailleurs de l'usine céramiste Stefani, en lutte au même moment, ont été applaudis également. Personne n'est dupe cependant. Tous les céramistes savent que l'expropriation n'est pas la fin du combat et qu'en outre, dans le traitement législatif article par article, on voudra les piéger, sur la question d'une clause de paix sociale par exemple ou des indemnités. Les travailleurs ont alors décidé, en AG de nuit improvisée, de manifester à nouveau le lendemain devant l'Assemblée.

Un exemple national et international

Cette journée marque la fin d'une longue période de l'histoire des céramistes de Zanon et le début d'une autre, non moins combative et difficile. Comme le répète inlassablement Raúl Godoy, « Zanon n'est pas une île ». Quel exemple plus concret pour illustrer cela que l'usine céramiste Stefani de Cutral Có qui est en grève depuis plus d'un mois en raison du harcèlement patronal. La lutte de Zanon et de son syndicat continue donc.

La gestion de Zanon est connue dans tout le pays et son exemple a été largement diffusé à l'étranger. Avec le temps, sa renommée, loin de diminuer, n'a fait que croître, notamment au cours de l'année écoulée. Le mérite n'en revient pas seulement aux céramistes et à leur direction. En effet, la crise capitaliste mondiale, avec ses millions de licenciés de par le monde et les milliers de fermetures d'entreprises, met à l'ordre du jour l'expérience des

usines récupérées en Argentine générée la crise de 2001. Depuis huit ans l'étoile de Zanon brille avec plus de force encore, en raison de sa politique de contrôle ouvrier, différente et supérieure à celle des coopératives « normales » qu'ont adoptée la plupart des entreprises occupées en Argentine après 2001, mais également en raison de son syndicat de classe, de la politique de coordination qu'il défend comme d'ailleurs la méthode de démocratie ouvrière où c'est l'assemblée qui décide, qui permet le contrôle périodique permanent de la base sur la gestion de l'entreprise, la solidarité militante avec des dizaines de conflits dans tout le pays... Le soutien apporté par les céramistes aux secteurs populaires, stimulant toujours ce qu'ils appellent « le travail avec la communauté », les concerts organisés avec des groupes comme La Renga, la Bersuit ou Attaque77 pour que les jeunes de la région puissent profiter de concerts d'habitude inaccessibles, voilà ce qui fait la marque de Zanon également. Il s'agit bien d'une usine militante qui a su gagner l'expropriation. Personne ne la leur a offerte, mais ils ne l'ont pas arrachée tout seuls. Le soutien extraordinaire qu'ils ont reçu des travailleurs de la région et de tout le pays a été fondamental. « Unité des travailleurs ! Et que ceux que ça dérange aillent se faire voir ! ». Voilà un des slogans centraux des céramistes de Neuquén, repris à maintes reprises le 12. L'expropriation a été arrachée de haute lutte au régime du MPN de Neuquén. Les céramistes quittent le parvis de l'Assemblée législative heureux de la bataille gagnée. Mais la nuit glacée gardera longtemps encore l'écho de leur chant : « *Vive la lutte de Zanon, vive le contrôle ouvrier, parce que cette usine appartient au peuple, à Zanon ¡No Pasarán!* »



« POUR NOUS C'EST EXTRÊMEMENT ENCOURAGEANT DE VOIR CE QU'ONT FAIT LES CAMARADES DE CONTINENTAL, DE TOUTES CES USINES OÙ QUAND ON A VOULU LES LICENCIER, LES OUVRIERS ONT SÉQUESTRÉ LES PATRONS »

Interview de Raúl Godoy, avril 2009.

Peux-tu nous raconter dans quel cadre vous avez occupé l'usine ?

L'occupation de l'usine a été une réponse des travailleurs face à une crise très forte. Zanon n'a pas été la seule expérience, mais du point de vue des travailleurs ça a été une réponse ouvrière face à l'explosion de la crise en Argentine en 2001, une crise au cours de laquelle plus de deux mille entreprises ont fermé, on a confisqué les comptes en banque de milliers d'épargnants et toute l'économie a sombré. Tout ça a donné un processus d'organisation. Les travailleurs au chômage d'un côté, avec ce qu'on a appelé le mouvement piquetero, mais aussi les assemblées populaires dans les quartiers, et une certaine résistance dans les usines. Zanon dans un sens est un symbole car il s'agit d'une des usines les plus militantes. C'est aussi une des usines occupées les plus grandes au niveau de l'Argentine. C'est une usine très active, non pas simplement en interne mais également par rapport à l'ensemble des luttes.

Pourquoi est-ce que le gouvernement refuse d'exproprier et de nationaliser sous contrôle ouvrier, comme vous le revendiquez, l'usine que vous occupez depuis bientôt huit ans ?

Parce que l'exemple que nous donnons, qui pourrait être très bon pour les gens et pour les travailleurs, pour le pouvoir politique, il est très mauvais. A Zanon, le roi est nu. On a démontré que les travailleurs ont une alternative, qu'on ne doit pas toujours supporter le chômage technique, les licenciements, le chômage de masse, mais qu'on a la possibilité de faire marcher l'usine avec un autre objectif qui n'est pas le profit, mais la faire marcher comme un bien social. C'est pour ça que le



pouvoir politique et les grands entrepreneurs font pression pour que notre situation ne se clarifie pas d'un point de vue légal, pour pas qu'on soit reconnus. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui après huit ans de lutte il n'y a pas d'expropriation.

Sous contrôle ouvrier... Mais qu'est-ce que ça veut dire ?

C'est un apprentissage, c'est une école. On n'a pas inventé le contrôle ouvrier mais d'une certaine manière on a appris des expériences passées, pas seulement ici en Argentine mais au niveau internationale. Par exemple pas loin d'ici au Chili il y a eu un processus dans les années 1970 qu'on a appelé les cordons industriels. C'était plein d'usines sous contrôle ouvrier qui se coordonnaient entre elles. Et quand il y avait un lock out patronal, quand les patrons voulaient fermer les usines, les travailleurs s'organisaient avec les habitants des quartiers et organisaient la distribution eux-mêmes. Il y a eu des expériences énormes de gestion ouvrière. On connaît le cas de la Pologne, de la Tchécoslovaquie ou même en URSS au début, pour aller un peu plus loin dans le temps. La gestion ouvrière, c'est les travailleurs qui prennent les rênes de la production, qui la planifient et qui votent les plans de tra-

vail. C'est ce qui s'est perdu d'ailleurs en URSS à un moment donné. C'est les bureaucrates qui décidaient. Nous ce qu'on soutient, la question qu'on pose, c'est « comment on organise la production de l'usine ? »

Aujourd'hui, on est sous le régime de la concurrence. Les camarades du secteur vente font une étude pour savoir quels sont les modèles dont on aurait besoin. Ils viennent en assemblée et disent « il faudrait qu'on produise ce genre de carrelage », du modèle X et Y. Les collègues répondent alors que ce modèle-là oui, mais que dans l'autre cas il nous manque tel ou tel produit. Donc on décide collectivement du plan de travail, des heures dont a besoin pour produire, les heures dont on a besoin pour la formation professionnelle, pour les assemblées, etc.. En fonction de tout ça on planifie la production en général.

C'est un apprentissage énorme parce que nous autres les travailleurs on n'est pas habitués à avoir notre propre futur dans nos mains. Ça prend du temps. Quand on a occupé l'usine on est rentrés dedans et on a dit « maintenant qu'on est dedans qu'est qu'on fait ? » A ce moment-là on a dit « que chaque secteur s'organise, que chaque secteur élise un délégué ». Et on a commencé comme ça, à s'organiser petit à petit, mais ça a pris du temps parce qu'en réalité le plus gros problème c'est ce qu'on a dans la tête. Rompre les chaînes qu'on a dans la tête, c'est là que se trouvent les entraves les plus importantes. Quand on découvre que c'est possible de faire des choses, que ça ne dépend que de soi, c'est merveilleux, tout change. Il y a beaucoup de créativité. Les choses se font plus facilement.

Après il faut avoir énormément de patience, parce que les chaînes en question ne se cassent pas chez tout le monde au même moment. Certains collègues continuent à penser qu'un patron devra venir à un moment ou un autre, ou alors que quelqu'un doit venir donner un ordre, et si c'est pas un patron, alors c'est un syndicat, si c'est pas un agent de maîtrise, alors c'est un syndicaliste, ou un dirigeant, ou un coordinateur. Ils veulent déléguer. C'est une bagarre permanente qu'on mène pour

pas qu'il y ait de délégation, ou en tout cas le minimum indispensable, mais que ce soit l'assemblée qui contrôle.

On a l'habitude de dire que la gestion ouvrière c'est un peu comme dans la Bible quand Adam et Eve ont croqué dans la pomme et qu'ils ont découvert le Bien et le Mal. Ça s'est passé un peu comme ça ici. On a découvert les secrets de la production, des secrets commerciaux des patrons. Ça a été une découverte énorme, notamment par rapport à ce qu'ont appris les travailleurs: « c'est possible, on peut le faire! ». En huit ans de lutte on a démontré qu'on pouvait le faire, que c'était possible, sans chefs, sans patrons, sans contremaîtres, sans bureaucrates... c'est possible !

Vous êtes des ouvriers ou des nouveaux patrons?

Nous ce qu'on a toujours voulu c'est récupérer l'usine pour la mettre au service de la communauté. On ne voulait pas s'approprier de l'usine mais que l'on comprenne qu'il s'agissait d'un bien social avec une finalité sociale. De ce point de vue, on a toujours dit qu'on ne voulait pas être propriétaires, ni nouveaux entrepreneurs, ni nouveaux patrons de l'usine, mais des ouvriers qui mettent sa production à la disposition de la communauté. C'est pour ça que beaucoup de monde nous appuie, parce que tout en exigeant l'expropriation et la nationalisation de l'usine, on dit aussi qu'il faut que ce soit lié à un programme de construction de logements populaires. Ça nous a permis de gagner l'appui de nombreux travailleurs du BTP au chômage par exemple, mais aussi le soutien de milliers de familles sans-toit ou qui vivent dans les bidonvilles. Tout ça ça a fait une masse compacte de gens qui ont défendu l'usine parce qu'il s'agissait d'un projet communautaire, et pas le projet individuel de quelques ouvriers.

Un autre élément dont on est convaincus c'est que nous autres les ouvriers on ne peut pas se sauver tous seuls de notre côté mais que notre destin en tant que gestion ouvrière est fondamentalement lié à celui du reste des travailleurs. La crise capita-

liste qui est en train de faire chavirer l'économie, c'est pas la faute aux ouvriers. Si on commençait en tant que coopérative à entrer réellement dans le jeu de la concurrence avec d'autres travailleurs, il faudrait voir qui vend plus, qui survit, qui ne survit pas... et de cette manière-là on rentrerait d'une manière ou d'une autre dans le système, un système qui nous mènerait inévitablement à la destruction et à l'échec. Ça aussi on en est convaincu.

Votre combat est avant tout un combat économique ou un combat politique ?

Notre combat est éminemment politique, absolument politique. Même si dans l'usine et dans l'assemblée on a des points de vue différents, on affronte un seul et même ennemi politique, constamment. Ce qu'il faut, c'est être conscient, avoir les idées claires, savoir que les choses sont comme ça. Tout ça c'est seulement pas une lutte économique. Pourquoi certaines usines ferment et d'autres ouvrent ? Pourquoi certains patrons touchent des aides de l'Etat et les travailleurs non ? Tout ça c'est un problème politique.

On veut changer cette société. On pense que cette société est basée sur l'exploitation, et qu'un système qui est organisé pour que certains fasse des profit et pas pour satisfaire les besoins réels des gens, un système où quelques uns possèdent les moyens de production et les autres leur force de travail, et bien c'est un système injuste. Nous autres, ceux qui ont seulement leur force de travail, c'est nous qui souffrons le plus des conséquences du chômage. Dans toutes les crises, ceux qui en souffrent le plus, c'est ceux qui sont dans le Titanic en fond de cale. Il y a aussi ceux qui sont en première classe. Tout le monde parle de la crise, mais certains ont des canots de sauvetage, nous on n'a rien.

La concurrence précisément c'est ça. Il faut que tu dépasses ton prochain, peu important les moyens, l'objectif c'est le profit. C'est pour ça qu'on est contre ce système. Aujourd'hui nous aussi on est obligés de tenir compte de la concurrence, mais c'est pas ce qu'on veut. Aujourd'hui on est obligés

de tenir compte de la concurrence pour survivre, c'est pour ça qu'on doit acheter, vendre...

Mais il y a peut-être une autre question : « est-ce qu'on est en faveur de la solidarité entre les coopératives ? » La réponse est oui. Ça nous paraît fondamental. On a un très bon rapport par exemple avec les camarades du Bauern. C'est un hôtel récupéré de Buenos Aires. Là bas ils ont des chambres avec du carrelage d'ici et quand on doit aller à Buenos Aires, quand on a des camarades qui sont malades et qui doivent se rendre dans la capitale pour se faire soigner, ou pour d'autres motifs, et bien ils nous reçoivent gratis. Le rapport avec eux est vraiment bon.

Mais tout ça c'est une économie très marginale. Même si on mettait ensemble toutes les coopératives ça serait très marginal. Et la fameuse autonomie des coopératives elle prend fin quand les factures d'électricité, du gaz arrivent... Là ça nous met au tapis. C'est là que tu te rends compte que l'autonomie, c'est très relatif, quand les prix augmentent, quand le dollar augmente. C'est pas possible d'esquiver le pouvoir. Ou tu le reconnais, et tu l'affrontes en conséquence, ou alors tu es condamné à aller dans le mur. C'est ça notre vision.

Et face à la crise mondiale, comment pensez-vous vous en sortir ?

Il faut voir comment on va sortir de cette situation, car dans cette crise tout est en jeu. Nous sommes à nouveau face à une épreuve. Ce dont on est sûrs en revanche c'est que ça ne dépend pas uniquement des ouvriers de Zanon, mais que ça va dépendre de ce que vont faire des milliers d'ouvriers en Argentine et dans le monde. C'est pour ça qu'on a énormément d'espoir en ce que fera la classe ouvrière en France et en Allemagne. On a besoin de renforts. Pour nous c'est extrêmement encourageant de voir ce qu'ont fait les camarades de Continental, de toutes ces usines où quand on a voulu licencier les ouvriers ou quand ils ne touchaient pas leur paie, les travailleurs ont pris leurs gérants en otage jusqu'à ce qu'ils respectent leurs

engagements. C'est une méthode très radicale. Maintenant, ce qu'il faut, c'est radicaliser les perspectives. Celui qui doit partir, c'est le gérant, le patron, et c'est aux ouvriers de rester dans l'usine. Ça ça serait une bonne solution.

Mais bon, il faut voir comment on va affronter cette épreuve. On a pas mal discuter au sujet de comment, modestement, on est tout à fait prêts à mettre à disposition pour les travailleurs d'ici mais pas seulement ce que nous avons appris ces dernières années. Notre message c'est de dire, « vous aussi vous pouvez faire pareil ». Pour ça il ne faut pas seulement penser à soi-même, ou penser à son usine... La solution ne se trouve pas à l'intérieur de l'entreprise, mais de la grille de l'entreprise vers l'extérieur, dans le quartier, là où se trouve des travailleurs et des travailleuses qui ont les mêmes besoins, là où il y a des minorités ethniques qui sont opprimées, là où se trouvent les jeunes, qui n'ont pas d'avenir... C'est là que se trouvent les forces nécessaires pour que les usines fleurissent avec une autre mentalité, avec une autre perspective.

C'est possible aussi que cette crise nous balaie tous si on ne l'affronte pas avec les armes adéquates. Si on y pense bien, cette crise est tellement pro-

fonde qu'on aura besoin de forces énormes pour l'affronter. On ne sait pas encore si on sera capables de le faire, mais on est surs qu'on va combattre jusqu'à notre dernière goutte de sang et c'est pour ça qu'on a besoin d'alliés, on a besoin des travailleuses et des travailleurs ici, et dans le monde entier, qui soient convaincus qu'on peut construire un monde différent.

Pendant des années je crois qu'on nous a empoisonné la conscience et notre sang à grand renfort de scepticisme. On a voulu nous faire croire qu'on pouvait seulement revendiquer de toutes petites choses et qu'un autre monde était impossible... et pendant des années on a cru que c'était vrai. C'est comme ça qu'on nous a bouffé la vie... On nous a bouffé la vie parce que dans cette crise, ou on la paiera nous les travailleurs, avec des millions de chômeurs, des millions de gens qui auront faim, ou alors une bonne fois pour toutes on la leur fait payer à eux la crise, et alors nous autres les travailleurs on pourra aspirer à un avenir différent. Mais on a confiance. On sait ce qu'on devra faire, et cette bagarre on va la faire. On ne sait pas encore si on la gagner, car aucun combat n'est gagné à l'avance... mais on sait aussi qu'on n'a rien à perdre. C'est ça qui me paraît important.



[LE RÔLE DU PTS AU COURS DU PROCESSUS À ZANON]

Titín Moreira, septembre 2009

” Lorsque Naomi Klein, la cinéaste canadienne réalisatrice de *The Take*, m’a demandé qui avait dirigé le processus à Zanon, raconte Raúl Godoy, si il avait été mené par des trotskystes orthodoxes conspirateurs ou si à l’inverse il avait été porté spontanément par la classe ouvrière, je lui ai répondu que le mouvement avait été mené par les ouvriers combattifs, bien évidemment, mais que sans un parti révolutionnaire qui ayant apporté à la lutte une stratégie, le mouvement des céramistes n’aurait pas été ce qu’il a été. Le processus de Zanon est le fruit de la combinaison de la combativité de classe et de l’apport stratégique et politique du PTS.

”

Ce que Godoy souligne ici, c’est bien ce que les néo-autonomistes à la Negri ou proches de la gauche autonome qui a été énormément influencée par le processus de Zanon ne peut expliquer : pourquoi Zanon est un cas unique par rapport à la question du développement de la conscience de classes et de l’organisation ouvrière dans un pays qui a pourtant connu plus de deux cents entreprises qui, à un moment ou un autre (et même encore actuellement), ont été gérées sans patron, à la suite de la débâcle capitaliste de 2001. Le fondement de cette explication réside en le rôle joué par le PTS tout au long du processus à Zanon.

Fusion entre marxisme et avant-garde de classe

Au début de la lutte à Zanon, la première chose sur laquelle Godoy a dû convaincre le reste des délégués qui avaient gagné la Commission Interne (syndicat d’entreprise) en octobre 1998, c’était qu’ils devaient avoir un programme et un objectif. Désormais, tout devait être discuté et voté en assemblée ; le syndicat aurait défendre non seulement les céramistes en CDI mais également les intérimaires et les précaires ; les délégués seraient révocables par l’assemblée. Voilà quelques unes des propositions que Godoy avance dès 1998.



Après la première victoire qu’avait été la grève de neuf jours de juin 2000, le premier grand défi a été d’affronter le premier plan social patronal en 2001. Au nom de la crise économique, la direction de l’usine entendait réduire les effectifs. Les hypothèses débattues par les travailleurs en assemblée étaient d’accepter les licenciements ou le chômage technique en échange de primes de licenciement ou d’indemnisations, comme cela se fait aujourd’hui en Europe par exemple, ou alors lutter coûte que coûte pour le maintien de l’emploi. L’AG a fini par exiger l’ouverture des livres de compte de l’entreprise, afin que les patrons « montrent les millions de pesos qu’ils ont gagnés ces dernières années » disaient les ouvriers. C’est ainsi que la grève de 34 jours, qui a été victorieuse, a été préparée. C’est ainsi que les idées du trotskysme commençaient à pénétrer dans le corps ouvrier alors qu’à l’extérieur de l’usine la crise capitaliste qui touchait à l’époque l’Argentine faisait rage.

” Une des bagarres qu’on a dû mener, raconte encore Godoy, c’est la question du respect excessif des lois... Ça a été une grande discussion parce que la bureaucratie bourre le crâne des ouvriers en leur disant que les lois des exploiters, il faut les accepter... Les collègues se sont néanmoins convaincus eux-mêmes, à travers la discussion et dans la lutte, que la clé ce n’est pas le code pénal ni la légalité bourgeoise mais bien le rapport de force de forces entre les classes. On a dû beaucoup se bagarrer par rapport à la question des préjugés que la bourgeoisie nous met dans la tête pour pas qu’on ne remette pas en question la propriété privée, ses lois et ses institutions. Un parti révolutionnaire a l’obligation de combattre ces préjugés et montrer théoriquement et dans l’action que la lutte de classes, comme le montre l’histoire du mouvement ouvrier mondial, ne peut s’arrêter face à un tampon du tribunal ou un papier d’huissier. La question centrale, c’est évaluer le véritable rapport de force existant à un moment donné. Ces questions, ce ne sont pas les travailleurs qui les ont posées spontanément. C’est le parti, une direction consciente, qui les a soulevées. La lutte de classes, ce n’est pas seulement un combat patrons contre ouvriers, mais contre la classe capitaliste et son État, ses institutions. C’est, au bout du compte, une lutte politique.

L’alliance ouvrière-populaire pour gagner

Un des combats centraux que le PTS a menés au cours de la lutte à Zanon a été la question de l’alliance ouvrière et populaire. Cette alliance a pris, au fil de la lutte, des formes diverses, proposées la plupart du temps à l’initiative des camarades du parti. Cela a commencé par l’accord entre les travailleurs de Zanon et la communauté Mapuche, puis par l’unité ouvrière-étudiante, dans le sillage des expériences les plus avancées des années 1970, mais également avec le pacte ouvrier-universitaire, repris de l’expérience des trotskystes boliviens, grâce auquel l’Université du Comahue a collaboré et continue à collaborer avec la planification de la production.

Le mot d’ordre selon lequel « Zanon appartient au peuple » a été un slogan central de tout le processus, permettant de combattre concrètement pour l’hégémonie ouvrière. Le slogan et le combat qui l’accompagnait soulignaient que l’usine n’était en rien la propriété des travailleurs mais que ces derniers voulaient mettre l’entreprise au service de la population, en fonction des nécessités des classes populaires, notamment à travers un plan de construction de logements publics.

Les travailleurs ont également lutté constamment pour mettre en place un front unique avec les syndicats et la CTA provinciale, mais également avec le reste des entreprises récupérées. Cela s’est notamment fait autour de Rencontres, à l’initiative des Zanon, dans lesquelles se retrouvaient toutes les entreprises « récupérées » du pays, sans sectarisme aucun puisque même les usines refusant le mot d’ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier et optant pour la mise en place de coopératives intégrées au régime y participaient. C’est à partir de ce moment-là qu’a pris corps le mot d’ordre popularisé par Godoy, « S’ils [le gouvernement, les patrons, la police] touchent à une entreprise, c’est nous tous qui sommes visés ».

C’est notamment avec l’usine de confection Brukman de Buenos Aires, où le PTS avait une responsabilité toute particulière dans la direction du conflit, que cette fraternité s’est le plus développée. L’alliance ouvrière et populaire a été essentielle pour la poursuite de la lutte dans le temps mais également pour la commercialisation, dans un premier moment, des palettes de revêtement céramique, et ce grâce à l’accord passé avec les Mères de la Place de Mai.

Cette alliance enfin a été pleinement développée vis-à-vis des mouvements de chômeurs combatifs. Ce ne sont d’ailleurs pas seulement de jeunes travailleurs au chômage du MTD de Neuquén qui ont été embauchés par la gestion ouvrière à Zanon. Sur proposition du PTS des militants de l’ensemble des mouvements piqueteros de la région, organisés au sein de structures liées à des courants politiques adversaires du PTS, ont pourtant été embauchés. Mais ce faisant, c’est l’ensemble du camp des travailleurs qui se trouvait renforcé, et c’est pour cela

que nous avons défendu cette perspective. C'est en cela également que Zanon se distingue du reste du mouvement des entreprises récupérées.

Auto-organisation ouvrière et parti

Lutter pour le développement des tendances à l'auto-organisation et à l'autodétermination ouvrières – ce que nous appelons la « stratégie soviétiste » –, et ce afin de dépasser les barrières corporatistes des syndicats, voilà ce qui devrait être l'orientation des révolutionnaires. C'est ce qu'a défendu le PTS dès le début du conflit. Le parti a été à l'initiative de la proposition de lancement du journal *Nuestra Lucha* qui a été un des drapeaux de Zanon et s'est fait le porte-parole au niveau national des entreprises en lutte. C'est également sur initiative du PTS qu'a vu le jour l'expérience de la Coordination de l'Alto Valle qui, par delà sa durée dans le temps, a laissé une empreinte profonde au sein de l'avant-garde ouvrière et populaire de Neuquén. A partir du moment où Godoy a commencé à diriger la Commission Interne de Zanon le travail politique du PTS au niveau régional s'est également renforcé. Mariano Pedrero, jeune avocat spécialiste en droit du travail, limitant du PTS, y a grandement contribué. Il a commencé à partir de ce moment-là à devenir « l'avocat des céramistes ». C'est lui qui a notamment conseillé les céramistes au cours de l'élaboration du nouveau statut du SOECN. Ces nouveaux statuts sont centraux pour le mouvement ouvrier argentin dominé depuis soixante ans par le péronisme et au sein duquel la gauche radicale, y compris l'extrême gauche trotskyste, n'a jamais lutté pour une transformation aussi élémentaire que cela puisse paraître des statuts bureaucratiques et pro-bourgeois des syndicats lorsqu'elle accédait à leur direction.

Le PTS a également joué un rôle décisif au sein du processus de production sous gestion ouvrière directe. C'est notre camarade Carlos « Manotas » Saavedra qui a été élu premier coordinateur général de la production et a été un des artisans de l'organisation ouvrière qui a permis la production des premiers 20.000 m² mensuels de revêtement qui au bout de deux ans sont arrivés à 350.000 m². Les ouvriers céramistes du PTS ont donc joué un

rôle central au sein des « deux jambes », comme ils disent, qui permettent à l'usine de marcher : la « jambe » politique et la « jambe » productive. Le PTS a également insisté sur la dimension concrète de l'internationalisme ouvrier en essayant de développer le plus possible, chaque fois que cela était possible, les tournées des ouvriers céramistes à l'étranger, avec des voyages particulièrement réussis, dès 2002, en France, en Allemagne, dans l'Etat espagnol et en Italie, et qui se poursuivent aujourd'hui.

La question de l'indépendance politique, sur laquelle les secteurs combatifs du syndicalisme anti-bureaucratique ont encore à avancer, est également une bagarre qu'a mené le PTS à Zanon et que les céramistes reprennent maintenant. Aujourd'hui en 2009, avec l'apparition d'un courant politico-syndical à un niveau national qui reprend ce drapeau et défend la nécessité de construire dans le pays un « instrument politique des travailleurs » avec d'autres secteurs de l'avant-garde ouvrière comme l'aile gauche des dirigeants du métro de Buenos Aires ou de Kraft Foods, c'est un enjeu essentiel pour préparer la poussée ouvrière que pourrait connaître l'Argentine dans un futur proche.



[DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE] L'EXEMPLE DE ZANON

Interview de Raúl Godoy, août 2005.

C'est vraiment possible dans le contexte actuel de former des syndicats classistes, combatifs et indépendants, surtout si l'on tient en compte que le panorama a beaucoup changé depuis la fin des années soixante et les années soixante-dix, l'âge d'or du « classisme » argentin ?

Cela n'est pas seulement possible, mais avant tout nécessaire. C'est réellement nécessaire car aujourd'hui les travailleurs de différents secteurs recommencent à se bagarrer, à reprendre confiance dans leurs propres forces et à livrer des batailles qui ont à voir dernièrement avec des luttes pour des augmentations de salaire après des années au cours desquelles ce qui dominait c'était avant tout la pression économique et la peur du chômage. Les travailleurs dans leur ensemble ne se bagarraient pas. Ils étaient sur la défensive et cela bien évidemment grâce à la complicité de la bureaucratie syndicale.

Néanmoins, dans plusieurs cas, certains syndicats ont été récupérés par des directions combatives, par des directions indépendantes et ainsi de suite. Ces directions ont duré un certain temps à la tête des syndicats et par la suite la bureaucratie syndicale est revenue, comme si de rien n'était, et les syndicats ont recommencé à être pareils qu'avant. Ce que nous défendons, c'est qu'après avoir récupéré un syndicat, nous devons révolutionner ses statuts, faire que toutes les avancées réalisées aient la force de la loi. Cela a à voir avec l'indépendance syndicale vis-à-vis du patronat, de l'Etat, de la bureaucratie syndicale, cela a à voir avec la démocratie directe structurée autour des assemblées de base, cela a à voir, dans le cas du Statut céramiste, avec la liberté de tendance de tous ceux qui défendent les travailleurs, avec la rotation aux postes de direction afin qu'aucun dirigeant ne reste assis dans un fauteuil éternellement, pour que tout dirigeant retourne à son poste de travail, à sa machine, cela a à voir avec le fait qu'aucun di-



rigeant ne pas peut toucher que le salaire moyen d'un ouvrier. C'est des choses élémentaires, basiques, mais c'est des enjeux très profonds. En tant que direction classiste, nous nous devons de fixer tout cela. Le discours et même parfois la pratique ne suffisent pas. Il faut fixer ces idées dans des organismes nouveaux, dans des organismes qui répondent à ce qu'il y a de plus profond au sein de la classe ouvrière. C'est ce que nous avons voulu souligner avec le nouveau Statut.

Pour résumer, ce n'est pas simplement une possibilité dans le cadre de ce renouveau des luttes, mais une nécessité extrême. Tout ce que l'on récupère aujourd'hui, on risque de le perdre demain si la bureaucratie contre-attaque, si le gouvernement contre-attaque. Il faut doter les travailleurs des instruments nécessaires pour qu'au-delà des dirigeants ponctuels, le mécanisme de décision soit la chair même des travailleurs. Cela a généré beaucoup de débats dans de nombreux secteurs, mais c'est précisément ce que nous voulions : apporter au débat sur le regroupement des travailleurs de vieilles idées qui sont totalement actuelles.

Par rapport à ces "vieilles idées" auxquelles tu fais référence, comment cela vous est-il venu à l'esprit de combiner votre expérience pratique à l'héritage de la classe ouvrière internationale?

La combinaison de ces deux courants dont naît le Statut, c'est en réalité les deux courants qui ont été à l'origine de toute la politique à Zanon. (...)

D'un côté, il y a la pratique et les nécessités immédiates des travailleurs, et dans le cas du Statut c'est la pratique systématique que nous avons tout au long de ces années [qui nous a inspiré]. D'un autre côté, afin d'élaborer le Statut, nous ne trouvons aucun exemple dans l'actualité qui ait ce type de fonctionnement. C'est pour cela que nous avons dû nous référer à un passé plus lointain, à la CGT péruvienne ou ceux de l'UGT espagnole (...). A l'époque, ces deux expériences s'inscrivaient dans un processus de mouvement ascendant de la classe ouvrière au cours duquel l'expérience quotidienne que faisaient les travailleurs se combinait aux idées du marxisme que différentes organisations défendaient. A Zanon c'est la même chose qui a eu lieu. J'ai apporté, dans mon cas, mon idéologie marxiste révolutionnaire, trotskyste, et cette combinaison s'est faite dans la pratique et au sein de la conscience existante parmi les ouvriers de Zanon, une usine régie par le principe de la démocratie directe.

Pour rédiger le Statut, nous avons consacré un mois et demi à la discussion. Des brouillons circulaient dans l'usine, avec des assemblées de base dans chacune des quatre usines de la province, ainsi que des réunions ouvertes de délégués au local du syndicat pour que tous les ouvriers puissent venir également. Cela a donné lieu à un processus de discussions et à des polémiques intéressantes. Le Statut a été voté au bout du compte, avec une majorité et une minorité, des oppositions dans certains cas où cela s'est joué à une voix près. Mais c'est ce qui fait que le Statut est extrêmement fort, car il a été très discuté et débattu.

Qu'est-ce que vous voulez dire exactement quand vous dites dans votre nouveau Statut que le syndicat doit être non seulement un instrument au service des travailleurs du SOECN mais également un outil au service de l'ensemble des travailleurs en général et de tous les opprimés ?

En principe, si l'en s'en réfère aux origines, un syndicat c'est une organisation qui bataille pour des conditions d'exploitation meilleures auprès du patronat. Aujourd'hui, en pleine crise, on voit bien

que seule la lutte syndicale ne suffit pas. La lutte contre le patronat, chacun dans son usine, ça ne suffit pas. La politique économique n'est pas définie dans l'entreprise mais dans les bureaux des ministères. C'est ainsi que l'on a commencé à comprendre, et cela vaut pour l'ensemble des travailleurs, qu'une lutte politique est également nécessaire. Et afin de mener cette lutte politique, on ne peut pas se contenter du cadre étroit du syndicalisme. Il faut ouvrir en grand les portes des syndicats à l'ensemble des travailleurs ainsi qu'à leurs alliés bien entendu.

De ce point de vue, le Statut fait également ressortir la nécessité de coordination et de regroupement entre travailleurs en activité et travailleurs au chômage, ainsi que la nécessité de se bagarrer pour la coordination et en front unique avec les secteurs étudiants. C'est ce que nous avons d'ailleurs fait depuis le début. Nous avons appelé cela « le pacte ouvrier universitaire ». Nous l'avons forgé avec l'Université Nationale du Comahué, de Neuquén. Nous nous bagarrons pour la défense de l'enseignement public et pour une université au service des travailleurs et du peuple et les étudiants, enseignants et personnels non-enseignants ont appuyé le contrôle ouvrier de Zanon et ont apporté leurs connaissances.

Le syndicat est ouvert, il combat pour la coordination, pour le front unique, c'est-à-dire qu'il ne se limite pas à ce que la bureaucratie syndicale appelle les « corps organiques ». Les vrais lieutenants organiques de la bourgeoisie ce sont eux, les directions verticales de la CGT et de la CTA lorsqu'elles doivent prendre des décisions, lorsque deux ou trois dirigeants qui n'ont rien à voir avec les travailleurs sont ceux qui négocient notre futur, la valeur de notre force de travail et parfois même nos propres licenciements. Le SOECN essaie d'être l'exact opposé. Nous prétendons que le SOECN soit un outil qui soit utilisé par la base, par les travailleurs, afin de lutter non seulement pour des revendications ponctuelles dans l'usine mais également contre ce système d'exploitation de l'homme par l'homme. Voilà l'horizon. Même si ce sentiment est loin d'être généralisé parmi la classe ouvrière dans le pays, il nous semble qu'un détachement avancé de la classe tels que les ou-

vriers de Zanon et un syndicat combatif comme le SOECN se doivent de tendre vers cet horizon. C'est là la perspective que la plupart des camarades défendent dans les quatre entreprises céramistes de la Province et que nous entendons partager afin d'apporter ce débat au sein du reste des organisations dans le pays.

Le SOECN entend lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme et une société où il n'y ait plus ni exploiters ni exploités?

Nous entendons construire un syndicat qui soit une arme de combat et dont l'horizon soit la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela peut sembler être une question élémentaire, mais pour nous c'est fondamental, car c'est la base de ce que nous appelons le classisme, c'est-à-dire que le prolétariat est la classe qui doit rompre les chaînes de cette société en tant que sujet et sera également la base d'une nouvelle société. Cela a été un apport de notre part, du PTS, mais que les ouvriers, au cours du débat, ont vu d'un bon œil car cela a à voir avec l'expérience de l'usine elle-même, c'est-à-dire presque sept années d'une lutte qui a commencé par la dénonciation sans relâche du patronat. Si ce n'avait pas été les travailleurs eux-mêmes qui avaient participé à l'ensemble de cette expérience, le contrôle ouvrier, cette idée n'aurait pu être acceptée. Pour les travailleurs, il ne s'agit pas d'une utopie mais cela est ressenti comme une nécessité et une réalité concrète. Sans avoir mené eux-mêmes cette expérience, les ouvriers n'auraient pas pu prendre en charge la production, la distribution, rentrer en rapport avec d'autres secteurs sociaux. C'est ce qui est arrivé par exemple avec d'autres secteurs sociaux, avec les communautés mapuches par exemple, tout en respectant leur culture. Cela a été également le cas avec l'Université, ou avec des artistes puisque les travailleurs ont mis l'usine au service de la créativité d'artistes indépendants du patronat.

La démocratie ouvrière libère la créativité, elle libère également la pensée, pas seulement le jugement critique mais également la pensée créative dans son ensemble. Dans les faits, à partir du mo-

ment où nous avons commencé à occuper l'usine et à la faire produire nous-mêmes, des ouvriers de laboratoire ont commencé à créer de nouveaux modèles, ils ont commencé à penser à de multiples possibilités de production librement, une chose qui aurait été impossible auparavant sous le joug patronal ou des agents de maîtrise, tout était ultra mécanique, ultra vertical, on obéissait à des ordres. Tout cela a radicalement changé maintenant, et les camarades peuvent apporter énormément à partir de là où ils travaillent. L'usine libère des forces, elle libère l'esprit critique des collègues, ils savent qu'ils peuvent décider, discuter, qu'ils sont les sujets de tous les pas en avant que nous faisons ensemble.

Le SOECN ne veut pas seulement être un simple outil de lutte ouvert et solidaire à niveau régional et national. Dans son Statut, il est précisé que « Le SOECN souligne que la classe ouvrière ne connaît pas de frontières. Nous sommes les frères de tous les travailleurs et peuples opprimés d'Amérique latine et du monde. Nous luttons contre la domination des puissances impérialistes qui pillent le monde entier avec les conséquences que l'on connaît, la faim et les guerres¹ ». Comment s'est répercuté et a grandi l'internationalisme parmi les travailleurs du syndicat ?

C'est un point très important, surtout en Argentine. Ici, la tradition péroniste et de l'ensemble des syndicats liés au péronisme a toujours été très nationaliste. Bien que chez certains parmi nous l'internationalisme prolétarien faisait partie de notre idéologie, la plupart des ouvriers n'y voyaient pas très clairs à l'origine. Comment cela a pris corps ? D'abord par le biais de notre pratique permanente visant à développer ces idées, mais cela a également à voir avec la pratique concrète. La solidarité internationale qui arrivait à Zanon a fait tomber bien des barrières. Nous recevions des communiqués de solidarité, de l'aide financière pour notre caisse de grève et même des visites de camarades de Bolivie, Chili, Brésil, Mexique, mais cela est

¹ Voir ci-après les extraits reproduits du nouveau Statut du SOECN.

allé en s'étendant par la suite, avec des gens qui venaient des Etats-Unis, d'Italie, de France, d'Espagne, d'Allemagne, etc. Les collègues ont commencé à se demander « qu'est-ce que ce yankee peut bien venir faire ici ? », ou encore « et ce Français-là, qu'est-ce qu'il vient faire ? » (ici Gamuzzi, qui fournit le gaz, appartient à la multinationale française, GDF). C'est alors qu'ils ont commencé à voir que dans tous ces pays il y a des travailleurs qui luttent contre leurs gouvernements et des travailleurs disposés à appuyer la lutte des peuples opprimés. De cette façon, la pratique d'un côté et la lutte politique de l'autre ont donné lieu à cette combinaison, que les camarades ont commencé à voir d'un bon œil, même si au début c'était difficile. Aujourd'hui tout cela est naturel, ça fait partie des ouvriers. C'est un apport énorme pour les travailleurs pour renouer avec la vieille tradition de l'internationalisme, comme dans les années Soixante-dix. C'est la bourgeoisie et la bureaucratie syndicale qui ont dit « chaque ouvrier dans son pays ». En réalité, les travailleurs, on n'a pas de patrie.



Lorsque le Statut fait allusion au droit des peuples opprimés à exercer leur droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale, cela a à voir avec ce qui se passe notamment au Proche et Moyen Orient ou en Afghanistan?

Le SOECN a été un des principaux acteurs des manifestations qui ont eu lieu à Neuquén, contre la guerre et pour la défaite de l'impérialisme en Afghanistan et en Irak. Dans le reste du pays, des délégations du syndicat ont également participé à différentes manifestations anti-guerre. Nous pensons que la lutte des travailleurs, c'est également celle des peuples opprimés, notamment contre l'impérialisme qui pille nos pays, déclare les guerres, envahit, et laisse derrière lui des dizaines de milliers de morts et sème la famine de part le monde.

Tu parlais auparavant du rôle idéologique du péronisme au sein du mouvement ouvrier. Tu dis également que le moment clef de la bureaucratisation des syndicats en Argentine remonte à l'époque du premier gouvernement de Perón dans les années 1940. Tu penses que le nouveau Statut du SOECN contribue, au-delà de Neuquén, à la dynamique nécessaire de rupture que doit opérer la classe ouvrière argentine avec son tuteur traditionnel, le justicialisme ?

L'idée de base, c'est de donner au SOECN un caractère lutte de classe, c'est-à-dire souligner clairement que la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Cela implique par conséquent de montrer que nous ne pouvons faire confiance en aucun secteur de la bureaucratie et encore moins du patronat, que c'est donc nécessaire de lutter pour une perspective du point de vue de la classe ouvrière. Tout part de là, à commencer par notre pratique. Cela fait partie de la présentation du Statut, tous les combats que nous avons menés contre les différents gouvernements ici en Argentine, soit six présidents différents contre lesquels on a dû se bagarrer.

Un autre point important également que nous défendons au sein du syndicat c'est la liberté de tendance, de toutes les tendances qui défendent



la classe ouvrière. Ces définitions sont très importantes, basiques, élémentaires, mais pour nous c'est des points de départ afin de changer cette logique qui consiste à faire confiance dans un patron, un militaire patriote, un parti bourgeois, ou des bourgeois en général, ou leurs représentants. C'est ce qui apparaît clairement dans le Statut. C'est vrai qu'il n'y a pas de définitions plus précise au sujet du péronisme, mais une définition générale des partis bourgeois dans leur ensemble, au-delà de leur étiquette.

Tu n'es pas simplement un des dirigeants du SOECN, mais également dirigeant national du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS). Tu dis d'ailleurs, en citant Gramsci, que le caractère révolutionnaire d'un parti se mesure en fonction de ce qu'il apporte à sa classe. En ce sens, qu'a apporté le PTS à la lutte de Zanon ?

L'apport du PTS a signifié un apport programmatique, stratégique et tactique tout au long du conflit. Bien entendu, certaines personnes nous posent la question en visitant Zanon : « tout ça c'est le PTS qui l'a fait ? ». Non, et mille fois non. Le PTS a fait partie organiquement de tout le processus qu'ont mené les travailleurs qui faisaient leur expérience. Nous, ce que nous avons fait, c'est d'alerter systématiquement, des dangers et des risques, par rapport au ministère du Travail par exemple, qui est un organisme pro-patronal, par rapport aux différents gouvernements, à la bureaucratie syndicale. Nous avons apporté des méthodes également : la démocratie directe, la prise de décisions en assemblée de base, la révocabilité des dirigeants. Lorsque nous avons commencé à poser, face au patronat et à tout le peuple de Neuquén, le problème de l'ouverture des livres

de comptabilité, l'idée du contrôle ouvrier et de la gestion ouvrière directe, toutes ces idées sont nettement trotskystes. Elles font partie de notre programme, du programme que le PTS propose pour la totalité de la classe.

De ce point de vue, la plupart de ces idées a pris corps parmi les travailleurs. D'ailleurs certains camarades ouvriers indépendants me disent: « bon, tout ça c'est des idées de ton parti, mais maintenant elles sont à nous », et bien tant mieux, c'est ça l'objectif, on ne fait pas payer de droits d'auteur. Lorsque les ouvriers comprennent ces idées, ils les prennent à bras le corps et les adoptent, le programme acquiert une force énorme et la lutte des travailleurs acquiert également une force énorme en fonction du programme qu'ils adoptent. Dans le cas de l'élaboration des Statuts, c'est la même chose qui est arrivée. Le fait qu'un dirigeant ne puisse toucher plus qu'un ouvrier, la rotation aux charges de direction, la révocabilité, c'est-à-dire qu'une assemblée peut mettre dehors un dirigeant, tout cela ce n'est pas nous qui l'avons inventé, c'est la pratique des soviets, et même sans connaître l'histoire, les ouvriers de Zanon sentent que cela fait partie du patrimoine de notre classe.

En dernière instance, un parti n'est que la synthèse de la pratique révolutionnaire des travailleurs, de ce qu'il y a de plus avancé au sein de l'avant-garde. Le programme ne sort pas de la tête d'un génie mais c'est le produit de la synthèse de l'expérience historique de la lutte des classes. Voilà en gros ce que nous avons apporté, et à notre avis ça a été fondamental. D'autres courants, d'autres tendances qui se revendiquent trotskystes sont intervenus dans d'autres phénomènes, d'autres usines, mais malheureusement tout cela n'a jamais été défendu jusqu'au bout. Nous essayons également que les camarades ne considèrent pas Zanon comme le summum, comme le nec plus ultra, ni même comme beaucoup qui disent « Zanon c'est le socialisme ». Non, mille fois non. On ne peut pas construire le socialisme dans un seul pays, alors encore moins dans une usine. Ou la situation dans son ensemble change, ou Zanon isolé devra planter des drapeaux le plus loin possible. Il faut être conscient de cela, parce que nous ne singeons pas la théorie, ni les consignes, ni le programme.

Si les ouvriers de Zanon ont fait leurs les consignes transitoires des expériences les plus avancées de la lutte de classe, penses-tu qu'il soit possible "d'exporter" les méthodes et la lutte que vous avez menées sous d'autres latitudes ?

Nous sommes une petite usine, le SOECN est un petit syndicat industriel provincial présent sur les quatre usines céramistes de la province, mais malgré tout nous avons eu un retentissement et un écho national et international. C'est nécessaire d'exporter les méthodes de lutte afin de pouvoir comprendre plus en profondeur le combat que nous menons ici, afin que les travailleurs d'ici et d'ailleurs puissent voir qu'aujourd'hui il existe un syndicat qui a les Statuts qui sont les nôtres, que les travailleurs de Zanon sont des ouvriers en chair et en os, que les travailleurs peuvent administrer une usine, et que si l'on peut administrer une usine, on peut diriger le pays.

Même en tout état de cause, les idées ne peuvent être calquées. On ne peut pas non plus répéter des expériences. Cela aussi se serait une caricature. Mais ce que nous voulons apporter en revanche c'est la méthode et les idées. Après, chaque endroit possède ses propres rythmes, ses propres temps, mais il existe des bornes, des orientations stratégiques communes.

C'est nécessaire de se référer à des expériences internationales, et de fait c'est ce que nous avons fait nous-mêmes. Nous avons étudié des expériences qui ont connu des sorts divers, avec lesquels on

peut avoir bien des divergences, mais qui ne sont pas moins des expériences importantes. Je pense aux Cordons industriels chiliens, aux expériences en Yougoslavie, aux processus qu'a connus le Brésil, ou même à la France, dans le cas de cette fameuse usine de montres dont je ne me rappelle jamais le nom, Lip, je crois. Je me rappelle avoir trouvé un article sur Lip alors que nous étions en pleine occupation de l'usine, je l'ai photocopié et je l'ai passé aux collègues en leur disant, « regardez, c'est ce s'est passé en France » et ils me répondaient « oui, mais c'est dur ». Si nous regardons en arrière aujourd'hui, nous sommes allés beaucoup plus loin, cela fait trois ans et demi que tout cela fonctionne. Ces expériences historiques qui font partie du patrimoine le plus avancé de la classe ouvrière, je crois que c'est nécessaire de les partager, les discuter et les échanger, parce que ce ne sont pas seulement des idées ou des théories abstraites qui manquent, mais ce qui manque aux travailleurs, mais également aux sceptiques, c'est de savoir que tout ça c'est possible, que c'est une réalité de notre classe, de son histoire.





**EXTRAITS DES NOUVEAUX STATUTS RÉFORMÉS
DU SYNDICAT DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS CÉRAMISTES
DE LA PROVINCE DE NEUQUÉN (SOECN), AFFILIÉ À LA
FÉDÉRATION DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS CÉRAMISTES
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE (FOECRA), MEMBRE DE LA
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL (CGT)**

Préambule

Dans la mesure où le travailleur seul et isolé ne peut se transformer en une force efficace en vue de la défense intégrale de ses droits et intérêts ni pour obtenir des améliorations de sa condition de vie auxquelles il a droit en tant que propulseur du progrès humain, il doit chercher aux côtés de ses camarades de classe la force nécessaire qui lui permette de contrer totalement et avec intelligence les prétentions de ceux qui entendent limiter ses droits légitimes.

C'est pour cette raison que le SOECN est un syndicat qui a pour principe et base de travail l'assemblée des travailleurs. Les assemblées d'usine et du syndicat sont la plus haute autorité qui permettent le débat, la confrontation des idées et des opinions ainsi que la résolution démocratique de toutes les décisions que les travailleurs ont à prendre.

Le SOECN est une organisation syndicale de lutte et de défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs/ses céramistes dans le cadre de la société capitaliste actuelle. Dans la société, il existe une minorité réduite qui profite des tous les avantages du développement économiques, social et technologique, alors que l'immense majorité est condamnée à la surexploitation, le chômage et des salaires de misère.

La société se développe dans le cadre de la lutte des classes sociales. C'est pour cela que le SOECN reconnaît, s'oriente et se base sur la pratique de la lutte des classes et en fonction des principes du syndicalisme classiste, en conservant une totale indépendance à l'égard de l'Etat et ses institu-

tions, du gouvernement et de toutes les organisations patronales.

Le SOECN souligne que la classe ouvrière ne connaît pas de frontières. Nous sommes les frères de tous les travailleurs et peuples opprimés d'Amérique latine et du monde. Nous luttons contre la domination des puissances impérialistes qui pillent le monde entier avec les conséquences que l'on connaît, la faim et les guerres. La dette extérieure illégale et frauduleuse ou l'immixtion de l'impérialisme contrôlant les principales ressources de la richesse nationale, comme le pétrole et le gaz dans notre région, consolident la domination de l'impérialisme sur les instruments et les moyens de production, faisant obstacle au développement national indépendant et souverain.

Le SOECN mène un combat conséquent pour les intérêts légitimes de la classe ouvrière ainsi qu'en alliance avec les secteurs populaires, en cherchant à élever le niveau de conscience des travailleurs et à construire une société sans exploiteurs ni exploités.

A propos des dirigeants syndicaux

Décharge syndicale.

Article 23-I. Le SOECN n'aura pas de syndicalistes déchargés à moins que le décide exceptionnellement une assemblée extraordinaire convoquée à cet effet qui fixera les conditions de la décharge. La durée de la décharge sera définie par l'assem-

blée et durera aussi longtemps qu'existent les raisons ayant poussé à l'existence d'une telle décharge, mais ne devra pas dépasser six mois. Au terme de la période de décharge, le déchargé devra retourner au travail afin de promouvoir activement le principe de rotation. La rémunération du déchargé sera égale à celle qu'il percevait en tant que travailleur à son poste de travail.

Mandat et décharge syndicale.

Article 16. La durée du mandat des membres de la Commission Directive est de trois ans. En partant du principe de la rotation selon lequel tout dirigeant syndical doit retourner à son poste de travail, les membres du syndicat qui auraient été déchargés ou réalisés des tâches politiques, syndicales ou administratives en dehors de leur poste de travail pendant plus de la moitié du mandat pourront être réélus. Cependant, au cours du mandat suivant, ils ne pourront être déchargés et ne pourront réaliser des tâches politiques, syndicales ou administratives qu'en dehors de leur horaire de travail.

Révocation des mandats.

Article 21. Le mandat d'un ou de la totalité des membres de la Commission Directive pourra être révoqué, sur requête justifiée, par le vote d'une assemblée extraordinaire convoquée à cet effet si cette assemblée réunit au moins 40% des syndiqués et la révocation validée par la majorité simple des votants. En cas de révocation de la totalité des membres de la Commission Directive, l'assemblée désignera cinq syndiqués d'au moins deux usines distinctes afin de gérer les affaires courantes et convoquer dans les quarante-cinq jours des élections en conformité avec les dispositions prévues dans le chapitre relatif aux élections. Dans le cas d'une révocation individuelle, il sera convoqué une assemblée extraordinaire afin de pourvoir les postes vacants. L'assemblée extraordinaire sera convoquée dans les quinze jours.

Démission.

Article 17. Tout membre de la Commission Directive, Commission financière (Comisión revisadora de cuentas) ou d'un Corps de Délégués doit, avant

de cesser de travailler dans une des usines, démissionner préalablement de sa charge syndicale (...).

Proportionnalité

Sur la proportionnalité

Article 59. Afin de garantir la démocratie et la représentativité syndicale où tous les travailleurs soient représentés, l'élection aura lieu à bulletin secret de tous les syndiqués (...) ayant au moins trois mois d'ancienneté au moment de l'élection, qui se réalisera selon le système proportionnel de vote D'Hont, avec un quorum 20%.

Article 67. Seront élus à la Commission Directive les candidats dont les listes auront dépassé un seuil de 20% des suffrages exprimés et ils occuperont un espace en fonction de système proportionnel D'Hont. Ils prendront leur fonction et seront investis par la Junte Electorale dans les cinq jours suivants la proclamation des résultats.

Sur les syndiqués

Article 6-C. Pourront continuer à être membres du syndicats les travailleurs licenciés et qui continuent à lutter pour réoccuper leur poste de travail¹.

Démocratie syndicale

Fins et objectifs du syndicat

Article 2. La finalité et objectifs du syndicat sont les suivants :

2-C. Adopter les mesures de lutte que le syndicat croit être les plus appropriées et que la situation éclaire cela en fonction des fins et des objectifs définis dans le cadre du syndicalisme classiste.

2-D. Développer l'organisation sur la base des

¹ La loi argentine sur les associations syndicales limite à six mois, successifs au licenciement, l'affiliation au syndicat. Dans la mesure où l'accès aux organismes de sécurité sociale dépend de la syndicalisation, chômeurs, précaires ne pouvant s'affilier au syndicat de branche où ils travaillent, etc. se retrouvent par conséquent dépourvus de toute couverture sociale.

principes de l'unité, solidarité et une réelle démocratie syndicale, recourant à l'analyse objective, à la critique constructive et à l'application dans la pratique du syndicalisme classiste. La démocratie syndicale présuppose le droit à la libre expression des positions syndicales et politiques et la pleine liberté des tendances qui défendent les intérêts des travailleurs.

2-I. Destiner un pourcentage des cotisations syndicales afin de constituer un fond de grève permanent.

2-J. Lutter pour l'unité effective entre travailleurs ayant un emploi et travailleurs au chômage. Chercher la coordination avec les autres organisations ouvrières en lutte.

2-K. Garantir réellement l'indépendance à l'égard de toute tentative d'ingérence de la part du gouvernement et des institutions étatique et leurs patrons.

2-L. Impulser la solidarité de classe, principe qui nous permet de mettre en pratique l'appui mutuel entre travailleurs et les membres des classes exploitées et opprimées. Cela implique également l'appui internationale à la lutte des travailleurs, peuples et nations contre l'oppression et l'exploitation capitaliste et pour l'exercice intégral du droit des peuples à leur souveraineté et indépendance nationales.

Assemblée et Corps de délégués

Sur les autorités du syndicat

Article 13. Les autorités du syndicat sont l'assemblée générale des syndiqués, le plénum des délégués d'usine, la Commission Directive et la Commission de contrôle financier.

Sur les assemblées

Article 37. Les assemblées ordinaires et extraordinaires sont la plus haute autorité du syndicat.

Sur le Corps de délégués par atelier

Article 23-J. La Commission Directive se doit d'organiser l'élection de Corps de délégués par atelier dans toutes les usines.

Article 55. Les délégués seront élus tous les deux ans par leurs collègues d'atelier syndiqués et non syndiqués et ils seront révocables par un vote à la majorité simple de leur atelier. L'atelier devra compter au moins 15 travailleurs, et au maximum 40. En cas de seuil dépassé, un autre délégué sera élu. Si un secteur n'atteint pas ce seuil, il fusionnera avec un autre atelier pour élire son délégué. La réunion du Corps de délégués sera résolutive lorsque les délégués auront un mandat de leur base et le Corps de délégués peut s'autoconvoyer lorsqu'il a un mandat de sa base.



www.ft-ci.org